



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Réf. ICPE 9800120

ARRETE du **14 JUIN 2013**

de mise en demeure concernant le site de la société SOFUAL,
située 1 rue du Sabot
sur le territoire de la commune de SAINT-JUERY

La préfète du Tarn,

Chevalier de la Légion d'honneur,

Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Chevalier du Mérite agricole,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et L. 514-1 ;

Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2012 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2013, paru au recueil des actes administratifs le 7 juin 2013, donnant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 5 janvier 2010 et du 23 avril 2012, ainsi que les actes antérieurement délivrés, autorisant la société SOFUAL à exploiter une fonderie d'aluminium située 1 rue du Sabot sur le territoire de la commune de SAINT-JUERY ;

Vu le rapport de mesures des niveaux sonores émis dans l'environnement en date du 14 février 2013 réalisé par la société APAVE ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 29 avril 2013 ;

Considérant qu'il a été constaté que les bruits émis par le fonctionnement des installations de l'exploitant pendant différentes phases d'exploitation ne respectent pas le critère d'émergence nocturne de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé ;

Considérant qu'il a été constaté que la vitesse des fumées pendant les phases d'exploitation sans extracteur (coulée, maintien en température des fours) n'est pas conforme à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à présenter un risque notable pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que par conséquent sont réunies les conditions d'application de l'article L 514-1 du code de l'environnement qui dispose notamment ceci : « I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. »

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

ARRETE

Article 1^{er} : La société SOFUAL pour son site, 1 rue du Sabot sur le territoire de la commune de SAINT-JUERY, est mise en demeure, dans un délai de **neuf mois** suivant la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques suivantes de son arrêté préfectoral du 5 janvier 2010 :

- article 5.1 : Construction et exploitation

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

- article 5.4 : Niveaux acoustiques

Les niveaux limites à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont donnés par le tableau suivant :

Niveau limites admissibles de bruit en dB(A)	
Jour	Nuit ainsi que dimanches et jours fériés
7 h à 22 h	22 h à 7 h
70	60

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NFS 31-010 complétées par les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité.

Des nouvelles mesures acoustiques devront être effectuées pour valider la conformité des installations.


Article 2 : La société SOFUAL pour son site, 1 rue du Sabot sur le territoire de la commune de SAINT-JUERY, est mise en demeure, dans un délai de **six mois** suivant la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions de l'article 57 de l'arrêté du 2 février 1998 pour ses rejets gazeux canalisés, pendant toutes les phases de fonctionnement de ses installations.

Article 3 : Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues aux articles L 514-1 et L 514-2 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité – indépendamment des poursuites pénales.

Article 4 : La Secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire de Saint-Juéry et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée à la mairie de Saint-Juéry pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Albi, le **14 JUIN 2013**

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice STEFFAN

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse par la société SOFUAL dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de sa notification.

Et par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.